

## Edito

### VOEUX 2008 ...

#### Courage, résistance et dignité !

Un grand courage il faut déjà,  
Gagner sa vie n'est pas facile,  
Mais cela ne suffira pas,  
Sortons vite ces imbéciles,  
Pantins menteurs cause de tracas.

Résiste, résistez, résistons,  
C'est l'éternelle chanson,  
Evitant les retours de bâton,  
Du contrôle social par le sabre et le  
goupillon.

Notre dignité consolidons,  
Foin de servitude volontaire,  
Dévions les pièges d'aliénation,  
Des faux amis et du petit Bush au  
grand blair.



# %78Nord passe à l'attac !

Comité Local Attac 78 Nord

Mail : [78nord@attac.org](mailto:78nord@attac.org)

Tél : 06 74 92 20 24

Web site : <http://www.attac78nord.org/>

## Un SAMU pour la Démocratie

Au terme de 9 années d'existence, Attac boucle un premier cycle. Démontrer et lutter contre les méfaits de l'économie et de la financiarisation actuelle est toujours nécessaire. Mais force est de constater que l'on reste complètement démuné pour cause de défaillance de la plupart des structures politiques et syndicales, qui ne veulent ou ne peuvent relayer puissamment la volonté populaire. Et l'on peut même parler de sabotage lorsque cette volonté est dévoyée et découragée.

Exemple : Nous avons beaucoup travaillé pour informer et faire comprendre que, derrière des idées pacifiques et généreuses, les structures de l'Europe mises en place sont en fait aussi peu démocratiques et sociales qu'elles sont ultra-libéralo-capitalistes.

Nous avons démontré la perversité du Traité Constitutionnel Européen (TCE) qui aurait encore aggravé ce piège institutionnel et l'aurait verrouillé, tout en l'inféodant aux USA, contrairement à l'idée d'indépendance et de contre poids souhaitée. Les électeurs ne s'y sont pas trompés en donnant une large victoire au NON, malgré toute la puissance de feu des médias, des partis et des syndicats dominants, y compris ceux soi-disant de gauche...

Or, cette belle victoire a été kidnappée dès le soir du 29 mai 2005 par toute l'engeance susnommée. Depuis il y a eu l'élection de Sarkozy, puis Lisbonne et son faux traité simplifié. Bref, ce qui a été rejeté est en passe de nous être imposé définitivement par des combines. La réunion du congrès à Versailles le 04 février en est une « sacrée », car il est prévu d'y modifier une fois de plus la constitution française afin de faire ratifier par les parlementaires ce que le peuple a déjà directement et souverainement refusé en mai 2005.

Ceci démontre magistralement et une fois de plus un dramatique problème de démocratie et de légitimité des institutions et des élus en France et au-delà.

**Il est donc urgent de tirer le signal d'alarme.** Cela est du devoir de chacun, et plus particulièrement d'Attac. Ajoutons que notre crédibilité, notre efficacité et notre dynamisme propres sont également en jeu. N'attendons pas que le désespoir et la démobilisation, qui vont de pair, s'amplifient jusqu'à un clash qui, de plus, nous trouvera totalement impuissants. C'est la raison pour laquelle le CA d'Attac 78 nord a décidé d'organiser un CL exceptionnel afin de lancer une réflexion sur ce problème et sur les solutions possibles. Tout en restant hors partis, **nous envisageons d'élargir le champ de notre auto éducation collective et populaire (recherche, réflexion, critique, débat, action) jusqu'aux partis politiques et aux syndicats.**

Lorsque ces derniers se renient et trahissent au point d'être les pantins de leurs adversaires, c'est le camp dont ils se réclament faussement qui en pâtit. **Mais c'est aussi et surtout la Politique et la Démocratie qui sont bafouées et discréditées.**

Attac se doit d'analyser et de dénoncer les forfaitures d'autant plus énergiquement que les médias, complices, s'y refusent. **Il nous faut donc commencer par le PS car c'est le plus gros morceau.**

Ce n'est pas parce que Sarkozy prône la culture du résultat (et quels résultats...) que le peuple doit s'interdire la culture des moyens.

Les débats du CL exceptionnel contribueront déjà à orienter notre action pour la manifestation prévue autour du 04 février à Versailles. Vous êtes conviés à consulter la contribution initiale, **validée par le CA**, sur <http://www.attac78nord.org/spip.php?article325>

ainsi que celles à venir, dont les vôtres...

Merci d'avance.

Guy Leroy

## LA BATAILLE DES RETRAITES

### TOUS ENSEMBLE - LE NIVEAU DES PENSIONS

Et maintenant... que les grandes instances dites progressistes ont abandonné d'une part le secteur privé en 1993, le secteur public en 2003 puis maintenant certains régimes spéciaux aux 40 ans de cotisations pour pouvoir faire valoir ses droits au taux maximum de retraite.... et d'autre part à l'indexation des pensions sur les prix au lieu des salaires comme auparavant (c'est en 15 ans une perte de près de 20% du pouvoir d'achat) qu'allons nous tous devenir? retraités et futurs retraités.

Insidieusement et avec la folie médiatique, les jalons mis en place pour préparer les principes intangibles de leur Fameuse EQUITE ont payé; pire, c'est en son nom que, malgré les nouvelles projections démographiques plus favorables établies récemment par l'Insee, le gouvernement entend poursuivre sa route délétère de la réduction du niveau des pensions; nous savons tous maintenant que c'est à seule fin de favoriser des surcomplémentaires (à nos régimes complémentaires) mais par capitalisation, aux grands bénéfices des assurances privées mais au grand détriment de la cohésion sociale qui permet une belle solidarité intergénérationnelle.

Un des moyens prescrit par l'Accord Général sur le Commerce et les Services de l'Organisation Mondiale du Commerce pour y parvenir est de baisser le niveau des pensions en général; bien sûr il s'agit de « sauver la répartition », si chère au bon peuple, mais en n'assurant que le minimum vital possible (en fonction et au rythme des réactions des citoyens européens).

C'est exactement comme avec les mutuelles complémentaires à notre Sécurité sociale qui seraient devenues insuffisantes maintenant, à toute fin de nous instaurer les franchises médicales (alors que ce sont les nombreuses exonérations décrétées par l'état mais non compensées, alors que c'est une partie de notre salaire différé, qui sont pour partie la cause du déficit des recettes qui permettaient de suffire); Leur finalité c'est de nous contraindre à souscrire à leurs assurances privées. Il leur faut pour cela abîmer nos acquis sociaux.

Le gros problème au final, ce sera pour celles et ceux qui, ne pouvant pas capitaliser en activité, seront les premiers touché(e)s. Il va donc bien falloir s'apercevoir avant qu'il ne soit trop tard que, le pouvoir d'achat diminuant à vitesse grand V, c'est une grande partie de la population qui va connaître ces tourmentes à leur tour et jusqu'à beaucoup d'entre nous qui ne le soupçonnons même pas; qui plus est, le passé assez récent a prouvé que ce système est très aléatoire et risqué (voir l'exemple des retraités Maxwell en Angleterre qui ont

tout perdu du jour au lendemain). Nous serions ainsi voués à des retraites misérables, misère que notre système (gagné de hautes luttes) avait réussi pourtant à éradiquer.

Le comble serait atteint lorsque l'on nous demandera en 2008 de pénaliser encore plus l'emploi de nos jeunes (par conséquences), en acceptant l'allongement vers les 41, 42, 45 de cotisations pour avoir le taux maximum; et pourquoi pas plus.....comme aux « States » ou au Royaume Uni par ex. où l'on peut voir des anciens septuagénaires servir dans les Mac Do ....ou encore vider les poubelles.

D'un certain point de vue des milieux autorisés, on peut penser que le concept est bon pour ne pas avoir à payer de longues retraites si « coûteuse à la collectivité ».

Il n'est même pas à exclure que malgré ces mesures assénées, il n'y ait pas en plus une « petite » augmentation des cotisations à la clé.

Et en extrapolant, lorsque beaucoup de gens seront contraints de faire de plus en plus d'années pour tâcher de s'assurer un minimum vital pour les vieux jours, la LOI irréversible des 65, 66, 67 (comme en Allemagne)..... passera pour tous comme une lettre à la poste et il ne sera plus question alors de pouvoir partir à 60 ans, même pour les gens qui auront pu capitaliser.

Au delà de ces considérations, c'est véritablement LA question du choix de société qui est posé; ce que nous voulons c'est:

- un bon emploi pour tous et correctement rémunéré
- du temps libre pour envisager autre chose après le travail « plus... »
- de la disponibilité pour pouvoir assurer le rôle sociétal de grands parents

Il va donc bien falloir se préparer pour affronter cette phase finale prévue en 2008, qui prévoit l'augmentation durée de la cotisation pour l'ensemble du monde du travail.

Patrick Vachon

Nota: nous vous proposons les textes référents suivants, mis sur notre site attac78nord

- « Pauvres retraités » d'Alternatives Economiques – n°26 du 3/11/07
- « Les régimes spéciaux » de la CGT du 20/9/07
- « Sudrail et les retraites » de Novembre 2007
- un article d'Analyse et Synthèse réalisé par Attac 78Nord en 1999 se trouve à l'adresse suivante
- <http://www.attac78nord.org/spip.php?article180>
- ou : [attac78nord.free.fr/att/com/docs/9905Retraites.pdf](http://attac78nord.free.fr/att/com/docs/9905Retraites.pdf)

## Le temps de la moisson

Un cortège de bonnes nouvelles fleurissent la Coudraie :

Les 38 familles mal-logées qui campaient sont enfin logées dans des conditions décentes.

Le projet d'hôpital dans le quartier est refusé par Mme Bachelot, ministre de la Santé. Chambourcy semble le site retenu. Le maire de Poissy avait mis en avant l'intérêt général d'un hôpital pour justifier la démolition du quartier. Une nouvelle ficelle trop neuve pour que l'Etat la cautionne.

Depuis juin 2007, deux élèves de l'école d'architecture de Paris La Villette ont élaboré avec les habitants de la Coudraie un projet de réhabilitation pertinent. Ce travail a été présenté comme projet de fin d'étude au mois de décembre devant un jury d'architectes et d'enseignants : "le meilleur que j'ai vu depuis 20 ans", selon un membre du jury. Amaël et Jérôme, désormais architectes, souhaitent poursuivre leur travail sur le quartier et mener à bien le projet de réhabilitation. Les acteurs institutionnels (bailleur, préfet et maire) frileux à plancher sur cette réhabilitation du quartier, ne peuvent désormais que s'en inspirer.

Il est désormais notoire que la gestion du dossier de la Coudraie par le maire de Poissy, Jacques Masdeu-Arus, est catastrophique. "Je ne présenterais pas de nouveau projet pour la Coudraie tant qu'il y aura des habitants dans le quartier" a déclaré récemment l'élue à la presse locale. Il explicite ainsi son objectif : réaliser l'épuration sociale dont il rêve. Les habitants avaient compris depuis le début que leur quartier faisait l'enjeu d'une question politique et que les notions d'urbanisme passaient au dernier plan. Avec l'approche des élections municipales, les pisciacais espèrent un changement de majorité. Ni l'équipe municipale sortante (UMP), ni l'opposition fantomatique (PS) ne se mobilisent sur cet épineux dossier. Souhaitons que le choix des électeurs ne se réduise pas à ces deux partis.

Après 4 ans de lutte, ces nouvelles encouragent les habitants à ne rien lâcher. Attac 78 Nord, engagé au sein du collectif lui renouvelle son soutien. Mener à bien un projet exemplaire d'architecture en participation est possible. Les habitants, opiniâtres et responsables, ont semé les graines de la réhabilitation. Ils espèrent bientôt la moisson de leur engagement exemplaire.

Philippe Couzinou

## **OGM, désobéissance civique et les faucheurs volontaires.**

En matière d'OGM, la désobéissance civique est une forme de résistance qui se concrétise dans les champs, par la neutralisation de pousses de plantes génétiquement modifiées.

Les faucheurs volontaires ne sont pas des précurseurs en désobéissance civique, ils ont d'illustres prédécesseurs.

Le terme de désobéissance civique fut créé aux USA en 1849 par HENRY THOREAU dans son essai «De la désobéissance civile», après son refus de payer un impôt destiné à financer une guerre contre le Mexique, guerre qu'il désapprouvait.

Mais le concept existe depuis l'Antiquité avec la figure mythique d'Antigone qui brava les lois de la cité pour donner à son frère une sépulture décente, en vertu d'une exigence morale supérieure à l'exigence politique de la cité.

Le XXème siècle fut marqué par deux grandes figures de la désobéissance civique : GANDHI et MARTIN LUTHER KING ;

Le premier en fit le fer de lance de sa lutte pour l'indépendance de l'Inde.

Pour le second et les Noirs américains, des actes de désobéissance civile, comme l'occupation d'espaces

réservés aux Blancs, furent des éléments déterminants de l'abolition de la ségrégation dans les textes de loi.

Plus près de nous, en France, trois grandes figures de désobéissance civile restent au Panthéon de nos mémoires :

Un certain général qui a dit NON à un gouvernement de Vichy, pourtant légalement mis en place, JEAN MOULIN et LUCIE AUBRAC qui, avec tant d'autres, traduisirent ce NON en des actes de résistance que les autorités de Vichy qualifiaient de « terroristes ».

Qu'est ce que la désobéissance civique?

- Á l'adjectif « civile » employé par H.Thoreau, il faut préférer « civique » qui en Français renvoie davantage au citoyen.
- La désobéissance civique c'est désobéir à une loi que l'on considère comme injuste car allant à l'encontre de l'intérêt général ou d'une loi morale supérieure.
- Les actes de désobéissance civique se différencient des actes criminels :
- Ils sont publics et revendiqués par leurs auteurs.
- Ils sont conscients et intentionnels.
- Ils reposent sur des principes et sur l'idée d'une loi supérieure à celle de la politique.

- Leurs protagonistes assument les risques des sanctions qui en découlent.
- Leurs protagonistes prennent le risque de les commettre alors qu'aux yeux des autorités et d'une partie de l'opinion publique, ils vont être perçus comme des infractions.
- Ce ne sont pas des actes qui affaiblissent la démocratie, au contraire:
- Ils visent à appeler à des débats publics.
- Ils en appellent à la capacité de raisonner et au sens de la justice du peuple.
- Ils visent à réveiller la conscience citoyenne sur la norme contestée.
- Ils poursuivent des buts novateurs : changement dans la loi ou dans la politique, modification ou suppression de la norme contestée.

### Désobéissance civique et OGM dans les champs.

Dans les procès des faucheurs volontaires, on entend les parties civiles affirmer que les actes de fauchage ne se justifient pas puisqu'il y a d'autres moyens de se faire entendre pour les citoyens.

- Il y a bien des consultations par Internet( dont on peut légitimement contester le caractère démocratique) avant autorisation d'essais dans les champs ; les résultats sont toujours majoritairement en défaveur de ces essais. Le Ministère annonce pourtant qu'il a bien consulté les citoyens et qu'il autorise les essais.
- Les citoyens sont également consultés par sondages qui donnent environ 80% en faveur d'un moratoire sur les OGM ; ce même pourcentage d'opposition aux OGM se retrouve au niveau européen.
- Les élus locaux qui essaient de prendre des mesures pour protéger leurs administrés et leur agriculture des pollutions OGM inévitables, voient le plus souvent leurs décisions annulées par les préfets.
- Enfin le précédent gouvernement a fait passer par décret certaines dispositions européennes d'encadrement des OGM( directive 2001-18), court-circuitant ainsi le Parlement qui n'a pas eu son mot à dire sur la faiblesse et la dangerosité des mesures françaises, lesquelles renvoient à la baisse les

prescriptions européennes, interdisent au citoyen l'accès à une information élémentaire, permettent tout à des fabricants de produits dont personne ne peut garantir l'innocuité.

DONC, quand les parties civiles disent qu'il y a des moyens légaux de se faire entendre, ils disent ce qui n'est pas : il y a bien quelques formes de consultations, mais consultation n'est pas concertation qui serait d'intégrer toutes les parties concernées à la décision finale et non pas seulement les fabricants et de tenir compte de l'avis des citoyens.

Les actes des faucheurs volontaires sont donc des actes de désobéissance civique non violents qui font réponse à la violence politique et économique de l'état qui veut imposer à ses citoyens les OGM dans les champs.

Ces actes se fondent sur le Principe de Précaution, largement reconnu dans le droit international, inscrit dans notre constitution et clef de voûte de la Convention de Carthagène que la France a ratifiée.

En vertu de ce principe, un état va éviter d'exposer inutilement sa population à des risques graves, sans attendre que les scientifiques apportent des preuves absolues des dommages encourus dans le moyen et long terme.

Appliquer ce principe dans le cas des plantes transgéniques est largement justifié par les nombreuses études dans le monde, mettant en évidence les risques que ces plantes font subir à la santé et à l'environnement, et par l'absence d'études indépendantes montrant leur complète innocuité à moyen et long terme.

Ces raisons n'ont pas échappé à l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, la Pologne et la Suisse, qui ont appliqué le Principe de Précaution en adoptant un moratoire sur les plantes transgéniques.

En plagiant Flaubert : les faucheurs et ceux qui les soutiennent sont « d'un parti politique qui s'appelle LA VIE ».

Lili

## Le Grenelle, les PGM et nous !

### Point de vue.

Sans succomber à l'euphorie quasi générale qu'a suscité la fin du Grenelle de l'Environnement, on peut saluer la performance quand, pour la première fois dans le pays, des intérêts aussi antagonistes se sont trouvés réunis autour de thèmes de discussion.

Il faut également se réjouir de la grande première qui a consisté pour le Président à accoler le mot pesticides aux OGM, alors que depuis des années les experts ne cessent de clamer que les PGM sont des plantes à pesticides, puisque, soit elles en fabriquent en

permanence, soit elles en absorbent sans dommage. Une grande première également d'inclure le mot « contamination » dans la phraséologie PGM, alors que le directeur de l'INRA reprochait récemment à un chercheur d'utiliser ce terme, inapproprié selon lui dans le cas des PGM.

On peut également se réjouir qu'en gelant les semis de maïs GM jusqu'au printemps, les politiques aient charitablement pensé à l'agriculteur farfelu, qui, dans

l'hémisphère nord, envisagerait de semer du maïs entre novembre et mars, dans un geste inconsidéré...

Néanmoins on ne peut que déplorer que les PGM en essai de plein champ continuent à bénéficier de la bénédiction du gouvernement alors qu'ils sont le prélude aux cultures et que leur faculté de contaminer les autres cultures, si elle n'est pas quantitativement équivalente à celle des cultures, est quand même réelle ; leur implantation devraient donc être encadrée conformément à des dispositions légales strictes qui ne sont toujours pas en place.

Il faut rappeler que l'interdiction des essais relève de la seule autorité d'un pays, c'est une décision sans parachute ; on ne peut s'abriter derrière la réglementation européenne pour s'en dispenser. Il y a donc là matière à questionnement, d'autant que la recherche peut très bien se poursuivre en laboratoire sans risques pour la santé et l'environnement des citoyens.

S'il faut se réjouir de la création d'une Haute Autorité, il faut regretter l'absence de précision sur l'équilibre et la composition précise de cette instance ainsi que du silence sur les procédures de tests, alors que des scientifiques et les citoyens réclament que les PGM à pesticides soient considérés comme tels, et donc testés sur un plus long terme, comme le sont les pesticides avant d'être mis sur le marché.

Prévoir l'obligation de prouver l'intérêt sanitaire et environnemental des PGM est certes louable, mais il est légitime de penser que ce n'est pas suffisant et qu'il doit incomber aux fabricants la preuve l'innocuité de leurs produits GM sur l'environnement, la santé des animaux, ainsi que le prévoit un Principe de Précaution correctement appliqué.

Enfin et surtout, on déplore le silence assourdissant sur les lanceurs d'alertes, les scientifiques qui en informant le public sur les réalités des PGM dans l'environnement et dans l'alimentation, n'ont fait que précéder les désirs du Président quant à la transparence et la nécessité d'expertises indépendantes des fabricants.

On ne peut que s'attendre à ce que le gouvernement, dans un souci de cohérence entre discours et actes qui l'honorerait, rétablisse très vite ces scientifiques dans leurs droits.

Il en va des bonnes intentions, sincères ou non, comme des parfums ; elles bonifient l'atmosphère mais sont volatiles ; il nous incombe donc de surveiller les évaporations éventuelles. Après les *éveilleurs de conscience* et les *lanceurs d'alertes*, voici venu le temps des *«détecteurs d'évaporation»*.

Lili B. octobre 2007

### L'activité du Comité de proximité d'Attac à HOUILLES

A cours du trimestre, nous avons décidé de centrer nos réflexions de cette année sur trois thèmes majeurs : la solidarité face aux inégalités, la question écologique et « une autre Europe ». La lutte contre les franchises médicales -sources d'inégalité devant les soins- a été menée à Houilles au moyen de distributions de tracts, discussions sur le marché, participation aux manifestations. D'autre part, nous avons commencé à nous instruire sur l'histoire du travail salarié grâce à la projection du documentaire « Il était une fois le salariat », qui montre bien quelles luttes ont été nécessaires pour obtenir les acquis sociaux que les gouvernements actuels s'ingénient à nous arracher.

L'année s'est terminée sur une réunion publique portant sur le TCE « nouveau » et « simplifié », dont Aurélie Trouvé, co-présidente d'ATTAC, nous a démontré avec brio la logique perverse, et que nous sommes décidés à refuser, en exigeant un referendum, en coordination avec les autres composantes du « non » de gauche de 2005. C'est donc dans cette perspective que nous commençons 2008.

## Le Chili, le Venezuela, la Bolivie ... l'Amérique latine, ça passionne !

Quelle passionnante soirée, ce 14 décembre au cinéma Pandora d'Achères ! D'abord grâce à ce film si personnel et émouvant « Héros fragiles » d'Emilio Pacull sur les conditions d'un certain 11 septembre 73 au Chili, où Pinochet renversa le gouvernement de gauche d'Allende par un coup d'Etat sanglant qui dura des décennies...Ce Chili d'alors, creuset et terrain d'expérimentation des nouvelles idées néolibérales... qui ont depuis envahi le monde entier avec la violence que l'on sait. Passionnant aussi le débat qui suivit, puisque les 70 spectateurs sont tous restés jusqu'à près de minuit, dialoguer avec le non moins passionnant Maurice Lemoine. Le rédacteur en chef du Monde Diplomatique, spécialiste passionné de l'Amérique latine\*, nous a fait presque faire le tour de ce continent phare aujourd'hui, à l'aide de multiples détails, précisions historiques, analyses et réponses argumentées devant les doutes et les contradictions de certains spectateurs. 34 ans après ce traumatisme pour tous les démocrates du monde entier, l'espoir enfin renaît : dénigrées par les médias dominants, ces expériences très différentes, bousculantes, controversées tant du Venezuela que de la Bolivie, du Brésil, d'Argentine, d'Uruguay, d'Equateur nous interrogent et percutent certaines idées toutes faites sur ce que pourrait être un « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle en invention », donc forcément imparfait, et surtout pas un modèle.

Un basculement essentiel depuis les années 60 se produit sur ce continent, car pour la 1<sup>ère</sup> fois, la domination étatsunienne est mise sérieusement en échec !

En tout cas cette situation exceptionnelle est une source d'intérêt évident et de réflexions indispensables pour les altermondialistes que nous sommes.

L'histoire de ce continent et du Chili n'en a pas fini avec sa mémoire et un autre film tout aussi excellent est à découvrir en ce moment : « Rue Santa Fé » de Carmen Castillo compagne survivante de Miguel Enriquez, chef de la résistance (MIR), mort au combat le 5 octobre 1974. A travers l'histoire bouleversante de cette gauche, une question brûlante d'actualité : le sens de l'engagement politique, les sacrifices qu'il génère et l'espoir, le rêve qui peuvent revivre enfin ... Etant donnée sa longueur, Attac 78 Nord, n'organisera pas de débat autour, mais vous recommande vivement d'aller le voir où il passe !

Fabienne Lauret

\* Son dernier livre « le Venezuela de Chavez » Ed Alternatives

### Calendrier des Réunions ATTAC 78 NORD pour les mois prochains

		CL = Comité Local : ouvert aux sympathisants CA = Conseil d'Administration : ouvert aux adhérents		
Mois	Année	Thème	Date	Lieu
Janvier	2008	Vous êtes conviés à une réunion du <b>Comité Local Exceptionnel : un SAMU pour la démocratie</b>	vendredi 11 20h30	<b>Conflans</b> Salle Fin d'Oise
Janvier	2008	Conseil d'administration	Mardi 15 20h30	<b>Conflans</b> Salle Sud Coll terr
Janvier	2008	La fabrique de l'opinion : décryptage d'un journal télévisé (invité - <b>Acrimed</b> )	Mercredi 23 20h30	<b>Les Mureaux</b> Espace G Philippe

**N. B. Deuxième vendredi du mois à 20h30 : réunion du groupe de proximité Attac, Houilles  
D'autres Rendez-vous**

*glanés sur le site Démosphère et ailleurs*

- ⇒ **Le lundi 4 février.** En priorité, la mobilisation à **Versailles** ( il y a un site spécial)
- ⇒ **Le jeudi 17 janvier** 20h30 aux Mureaux : ciné/débat autour du film « Au-delà de la haine ».organisé par Ras L'Front
- ⇒ **Le samedi 26 janvier.** Le **FSM** décentralisé (pas encore de lieux, mais Attac participe activement)
- ⇒ **Le dimanche 27 janvier :** assises nationales unitaires contre la guerre au Proche et Moyen Orient (il y a aussi un site)
- ⇒ **Le samedi 2 février :** manif nationale unitaire contre la loi Hortefeux - Paris Stalingrad ( avec cortèges convergents des quartiers).